

## De quoi le terrorisme est-il le nom? Retour sur les attentats politiques des années 70 et 80 en Europe

[DIA]

Le 20 septembre 2003, l'émission Nachtwacht de la VRT organise une rencontre inédite. Sur le plateau télévisé, deux personnalités radicalement opposées sont amenées à débattre. D'un côté Pierre Carette, figure de proue des Cellules Communistes Combattantes, groupe révolutionnaire prônant la lutte armée et qui, en 1984 et 1985, effectue une vingtaine d'attentats en Belgique. De l'autre, Wilfried Martens, personnalité incontournable du CVP et figure politique de stature européenne : premier ministre pendant 10 ans d'affilée en Belgique, député européen par la suite et président du parti populaire européen. La confrontation entre le membre d'un groupuscule révolutionnaire souhaitant la disparition de l'État d'une part et, d'autre part, celui qui était à l'époque le premier ministre de ce même État ne peut déboucher sur autre chose qu'une impossibilité d'échange ou de dialogue. Mais un moment de flottement marque l'émission, celui où Pierre Carette utilise le mot terroriste. Je le cite :

« À chaque fois que se pose la question d'une lutte des classes qui met la bourgeoisie en danger, eh bien c'est le bain de sang. Ça c'est l'histoire qui nous l'apprend. En face de nous nous avons des terroristes ! ».

-Mais vous êtes le terroriste Monsieur Carette ! Vous êtes le terroriste ! ».

Avant de revenir sur le contexte et les événements qui ont amené les États démocratiques européens à être confronté à ce type particulier de militantisme qu'est la violence politique, je voulais mettre en exergue cette confrontation particulière, pour ne pas dire cette incompréhension.

[DIA]

Pourquoi ? Parce que le terrorisme constitue une notion tellement ambiguë qu'elle ne peut réellement être définie, tant elle est avant tout un concept à usage politique bien davantage que descriptif. Le terroriste, c'est toujours l'Autre. Ce fait est souligné par de nombreux chercheurs et observateurs et cela, à travers les époques et les cas différents. Ne citons que deux exemples : les résistants contre l'occupation allemande étaient des terroristes aux yeux de la propagande nazie – ils sont perçus comme des héros aujourd'hui ; De la même manière, Nelson Mandela fut considéré par le pouvoir Blanc d'Afrique du Sud comme un terroriste, alors qu'il est vu par beaucoup (y compris par des chefs d'États) comme un libérateur et un militant pour la liberté. Au sein d'un même pays le rapport à la violence politique peut d'ailleurs créer des clivages très nets : le Front de Libération du Québec, qui effectua une série d'attentats dans les années 1960 pour l'indépendance et le socialisme de la Belle Province, est taxé encore aujourd'hui de groupe terroriste. Pourtant, plusieurs de ses membres sont perçus comme étant de courageux militants au sein d'une partie de la population québécoise et des mouvements souverainistes ou de gauche.

Nommer, c'est contrôler, saluer ou au contraire disqualifier. L'appellation de terroriste constitue un enjeu de pouvoir et de justification de moyen d'action pour les gouvernements qui sont confrontés au militantisme violent. Dès lors, les « terroristes » d'hier sont parfois les alliés d'aujourd'hui, en fonction des circonstances et des changements de pouvoir : ainsi, les fameux « Kurdes » dont on a célébré la résistance héroïque en Syrie face à l'État islamique sont

essentiellement membre du PKK, le parti communiste du Kurdistan, organisation qualifiée de terroriste par les États-Unis et l'Union européenne... Mais face à une menace jugée plus grave, les conceptions se déplacent, pour ne pas dire se retournent.

Ce mot utilisé en permanence est en fait instable et nécessairement chargé politiquement. L'immense problème de son usage médiatique réside dans ce constat. Utilisé sans aucune distinction dans les médias, il reproduit nécessairement lorsqu'il apparaît dans la presse et les écrans de télévision, la vision et les conceptions du pouvoir.

Si j'ai commencé par cette introduction, c'est parce que cette ambiguïté marque évidemment déjà l'époque que nous allons évoquer au cours de cette communication, à savoir les années 1970 et 1980. J'essaierais, à partir d'exemple concrets, d'illustrer à quel point ce concept a posé problème et a pu être un instrument de justification de toute une série de décisions politiques.

[DIA]

Avant de dire ce dont je vais parler, peut-être quelques mots sur ce que je ne vais pas aborder. Le phénomène terroriste est multiforme et complexe et plusieurs éléments ne peuvent pas être pris en compte dans le temps qui m'est imparti. Ainsi, la violence politique qui marque le conflit entre Irlande du Nord et le Royaume Uni ne sera pas abordée, de même que les mouvements politiques terroristes tels que l'Organisation Armée Secrète en France à la fin de la guerre d'Algérie. Concrètement, j'aborderais essentiellement la violence politique d'extrême gauche, qui est sans aucun doute celle qui a le plus marqué les esprits de la séquence. Pourtant, comme nous le verrons, il n'est pas le seul terrorisme, nous évoquerons donc par le détour d'autres formes de violences qui ont marqué ces décennies. C'est cependant la violence d'extrême gauche et les réactions qu'elle a suscitée qui sera au cœur du propos.

[DIA]

Je propose, pour bien comprendre la période, de diviser l'exposé en plusieurs parties. D'abord, une partie générale qui aborde le contexte et la manière dont il a pu influencer les militants. Ensuite, différents cas nationaux seront abordés les uns à la suite des autres. Deux cas seront vus en profondeur tant ils ont présenté une violence politique exceptionnelle : il s'agit de l'Italie d'abord et de l'Allemagne ensuite. Après, nous verrons deux exemples de terrorisme bien moins durable et important à travers les cas français et belges avant de proposer une conclusion générale sur les problèmes que pose la notion de « terrorisme » ainsi que les difficultés que la violence politique impose aux États démocratiques. Avant tout cela, une petite précision s'impose : le champ est très large et les réalités nationales et internationales complexes. J'ai donc fait le choix de résumer certains épisodes et d'en passer d'autres en espérant que les auditeurs m'excusent si le tableau n'est pas complet ou est parfois imprécis : il pourra toujours être peaufiné lors de la séance de question réponse.

## Contexte

### [DIA]

Avant d'aborder des cas précis donc, il faut d'abord pointer, pour bien comprendre, des éléments généraux du contexte international. Car les mouvements qui ont été qualifiés de « terroristes » en Occident partagent une série de repères politiques, événementiels ou idéologique. Nous allons essayer d'en cibler quelques-uns :

Tout d'abord, la guerre froide. Qu'il s'agisse des années 1960 ou des années 1980, le monde reste plongé dans cette grande confrontation que se font les deux blocs, les États-Unis d'une part et l'Union Soviétique d'autre part. Pour tous les militants politiques, qu'il s'agisse du terrorisme d'extrême gauche ou du terrorisme d'extrême droite, la position dans ce rapport de force est déterminante ainsi que les discours qui vont le dénoncer ou au contraire le justifier. Cette ambiance d'une guerre toujours potentiellement à venir où se joueraient deux modèles économiques et politiques opposés développe nécessairement craintes, méfiances et stratégies diverses : à la fois de la part des États mais également de la part des partis politiques ou des organisations militantes, qu'elles pratiquent la violence politique ou non. Je vous donne deux exemples qui permettent de mesurer cet impact. D'abord, les fameux réseaux de *stay-behind* instaurés par l'OTAN dans 16 pays d'Europe de l'ouest et visant à lutter contre une éventuelle invasion soviétique. Entraînés spécialement par les services secrets britanniques et américains, ces forces vont parfois être soupçonnées de participation à des actes terroristes. C'est le cas du réseau Gladio en Italie, dont plusieurs historiens estiment qu'il a coopéré à des attentats de l'extrême droite, dans une stratégie de tension face aux organisations d'extrême gauche et de crainte d'une entrée au pouvoir du Parti Communiste Italien.

Plus près de nous, en Belgique, les attentats des CCC vont nourrir au sein même de l'extrême gauche de vives polémiques. Ainsi le PTB, qui voit apparaître un groupe sur sa gauche prônant l'action révolutionnaire armée, alors que celui-ci fait déjà le choix d'une certaine intégration en participant aux élections et en abandonnant l'appel à la prise d'armes, accusait et n'est d'ailleurs pas tout à fait clair sur cette question, les Cellules Communistes Combattantes d'être une construction de la CIA afin de renforcer l'État belge et les mesures de répression, d'affaiblir la gauche légale dans une logique de guerre froide. Ces éléments de craintes et de manigances d'un camp ou de l'autre marque les mentalités. Mais ils sont loin d'être les seuls.

### [DIA]

Un autre élément de contexte fondamental pour comprendre le terrorisme d'extrême gauche se situe dans les luttes de libération nationale. En effet, celles-ci vont irriguer l'imaginaire et les représentations des militants politiques des années 1960 à 1980. Leurs méthodes sont d'ailleurs directement inspirées des réflexions de Mao Tsé-toung qui, dès les années 1930 avait théorisé pour la Chine les pratiques de guerre révolutionnaire qui vise à dépasser les seuls pratiques de guérilla. Il s'agit alors de gagner les populations davantage que les territoires en organisant des administrations parallèles et des contrepouvoirs par rapport à celui face auquel on lutte. Guérilla et guerre directe s'entremêlent alors. Et dans ce schéma, deux exemples paradigmatiques émerveillent l'extrême gauche européenne des années 1960. Il s'agit d'abord de Cuba, où la pratique d'actions

révolutionnaires couplées à l'aide fournie aux paysans font triompher la révolution de Fidel Castro. C'est ensuite l'exemple Vietnamien qui est érigé en véritable modèle de résistance et de révolution. Après avoir vaincu les Français les Vietnamiens parviennent à résister et ensuite à triompher de la première puissance mondiale qui avait pourtant déployé contre eux tout son arsenal d'armes ultra-modernes, comme le fameux Napalm. Viet Cong et Viet Minh font non seulement gagner la guérilla mais donnent aussi l'image de la capacité pour un mouvement révolutionnaire d'obtenir des victoires militaires « régulières », comme la fameuse bataille de Den Bien Phu, traumatisme de l'armée française.

Cuba et le Vietnam sont loin d'être des cas isolés. La lutte de libération menée par les Algériens contre la France frappe les esprits, de même que l'ensemble du mouvement anticolonial qui fait gagner l'indépendance des différents pays d'Afrique alors que l'Amérique latine connaît de très nombreux mouvements de guérilla en Colombie, au Brésil, en Uruguay, etc. Dans l'après-68, ce sont aussi les luttes armées contre le colonialisme portugais soutenu par l'OTAN qui mobilisent de même que l'opposition au racisme en Afrique du Sud. Les militants qui avaient 20 ans en 68 sont marqués par la figure de Che Guevara qui tente des luttes de guérilla en Afrique après avoir participé aux luttes cubaines et échoue finalement en Bolivie. Ce contexte de luttes de libération va continuer à nourrir les imaginaires : au début des années 1980, les militants faisant usage de la violence politique seront formés par les fédératifs palestiniens qu'ils admirent, alors qu'au Nicaragua la révolution sandiniste a une nouvelle fois prouvé l'utilité de la lutte armée.

[DIA]

Mais si on revient aux années 1960, en Europe occidentale, les groupes « terroristes » d'extrême gauche n'existent pas encore. On peut identifier une crise de reconnaissance au sein de cette jeunesse née dans l'après-guerre, nourrie des récits du conflit sans l'avoir connu, entrant massivement dans les écoles et les universités. Elle s'abreuve alors de contreculture et pour une part d'entre elle, ne trouve pas d'écho dans les positions des organisations traditionnelles de la gauche, à commencer par les partis communistes français et italiens, qui, dans le contexte de détente mis en place par l'URSS de Kroutchev, remettent au placard leur idéologie révolutionnaire pour promouvoir de plus en plus une participation aux organes de pouvoir. On pourrait dire, pour résumer, une politique de participation, qui se montre parfois tiède dans ses positions sur les luttes de libération nationale. Par ailleurs, sur toute une série de questions modernes qui irriguent la jeunesse : le rock, les expériences psychédéliques, les nouvelles formes artistiques, la question des drogues ou la libération sexuelle, etc. les organisations communistes traditionnelles se montrent au minimum sceptique, au pire elles les combattent. La jeunesse s'abreuve alors à d'autres sources contestataires qui critiquent notamment la société de consommation et son caractère aliénant, à l'image du philosophe Herbert Marcuse, elle refuse la société de contrôle et ses multiples interdictions et se sent opprimée dans un cadre de vie qu'elle estime dépassé.

[DIA]

L'intensification des bombardements sur le Vietnam à la fin des années 1960 et les nombreux mouvements pacifistes et d'opposition internationaux qui l'accompagnent lie cette jeunesse contestataire qui voit alors dans l'État, qu'il soit dit capitaliste ou impérialiste, l'ennemi essentiel à combattre. Bien que beaucoup de militants restent pacifistes, d'autres s'inscrivent dans des

organisations révolutionnaires, maoïstes ou trotskystes, qui rejettent l'usage des attentats et espèrent avant tout constituer un mouvement de masse. Néanmoins, une part minoritaire d'entre elles, au fil des années, va choisir la voie de la lutte armée. Ce glissement complexe de l'action légale à l'action violente, de la vie de militant classique à la vie de militant clandestin, il se produit selon des rythmes différents et en fonction des contextes nationaux particuliers. Nous allons le voir, l'Allemagne et l'Italie seront les premières à connaître des organisations de ce type, avant qu'elles apparaissent en France et, plus tardivement encore, en Belgique. Elles n'y connaîtront cependant jamais d'influence équivalente aux mouvements allemands et italiens. Nous allons y venir.

À l'origine des espoirs de lendemain qui chantent se trouve un événement : Mai 68. En France, l'idée que la Révolution est imminente marque les esprits, mai 68 aurait été une répétition, la première devait avoir lieu sous peu. D'autant plus que cet esprit de contestation, qui ne cadre pas avec les positions traditionnelles des partis communistes et des syndicats, se retrouve dans d'autres pays : c'est l'automne chaud italien avec les très nombreuses grèves sauvages en 1969, c'est l'apparition du SDS de Rudi Dutschke, le syndicat des étudiants socialistes qui mène une opposition extraparlamentaire et dont les manifestations sont sauvagement réprimées ; c'est également les grands mouvements de protestations pour les droits civiques ou contre la guerre aux États-Unis. Si la révolution est proche, certains finissent par croire qu'il faut se donner dès aujourd'hui les moyens de la faire.

Enfin, un dernier élément contextuel doit être souligné : au sein de cette guerre froide entre les deux grandes puissances est apparue un troisième acteur qui joue un rôle déterminant dans les imaginaires politiques européens. En effet, dès 1963, la Chine de Mao a rompu avec l'URSS dont elle dénonce la politique révisionniste, c'est-à-dire une politique de bureaucratisation et d'abandon du projet révolutionnaire initial. Sous l'impulsion de Mao et de ses écrits, de nombreuses dissidences maoïstes voient le jour au sein des partis communistes européens. Plus largement encore, le maoïsme va nourrir profondément les conceptions politiques d'une partie de la jeunesse étudiante révoltée, d'autant plus que la révolution culturelle chinoise (1966 – 1968) donne à cette jeunesse l'image d'un spontanéisme permanent, d'un renouvellement total des structures de l'État et d'une révolution « authentique » non entachée par la bureaucratie et les apparatchiks. Le maoïsme et sa guerre de guérilla victorieuse donne par ailleurs des armes théoriques claires à ceux qui souhaiteraient mener une guerre révolutionnaire : avant d'être un chef politique, Mao était un chef militaire.

[DIA]

## **Italie**

Tiers-mondisme, maoïsme et révolution culturelle marquent donc profondément les conceptions politiques de ceux qui finiront par choisir la violence. Je vous propose maintenant d'entrer dans les cas concrets de l'apparition de ces groupes. Nous allons commencer par le pays d'Europe qui a été de loin le plus touché par le terrorisme d'extrême gauche. Il s'agit évidemment de l'Italie. Mais de quelle Italie parle-t-on ? Ce qui caractérise l'Italie des années de plomb, c'est la domination politique sans discontinuer de la Démocratie Chrétienne. Le parti est véritablement hégémonique et gouverne seul entre 1945 et 1981. Marquée par des scandales de corruption d'une part et accusée

d'immobilisme d'autre part, elle fait l'objet des vives critiques de l'extrême droite comme de l'extrême gauche.

La seconde force politique majeure en Italie est le Parti communiste. Plus grand parti communiste d'Europe, il est la force d'opposition majeure à la DC. A partir des années 1970, son dirigeant, Berlinguer, tente d'entamer une politique de rapprochement avec la Démocratie Chrétienne, dans une période de tensions terroristes et de menaces d'extrême gauche et d'extrême droite. Porté par le meilleur résultat de son histoire aux élections de 1976 (34% des suffrages), le parti négocie avec les Démocrates-chrétiens en vue de créer ce qui sera appelé le « compromis historique ». Celui visait à mettre fin à la séparation frontale du pays entre les deux grandes organisations et devait permettre, à moyen terme, la participation des communistes au gouvernement. Il s'agit d'une sorte d'entente des deux rivaux afin d'éviter le déchirement de l'État que les attentats laissent envisager. Il va néanmoins échouer, nous y reviendrons. Notons à ce stade que cette attitude de compromis fait l'objet des critiques les plus virulentes de la part des organisations d'extrême gauche révolutionnaires issues de l'après 68 en Italie. Pour elles, le parti communiste trahit la classe ouvrière. Or, elles vont parvenir, en Italie plus qu'ailleurs, à peser dans le débat politique. Un contexte multiple de tension voit donc le jour : d'abord une opposition Parti communiste/Démocratie Chrétienne qui continue mais qui se double, d'une part, des critiques de l'extrême gauche et, d'autre part, des critiques de l'extrême droite. Cette dernière, nostalgique du fascisme, estime que l'État démocrate-chrétien est bien trop complaisant avec la gauche et l'extrême gauche. L'idée d'une subversion organisée depuis Moscou ou d'une perversion de la jeunesse par les idées de gauche ne cesse d'être dénoncée. Pour lutter contre ce qu'elle estime être la déliquescence de la société et le glissement progressif de l'Italie vers Moscou ou Pékin, l'extrême droite prône l'autoritarisme du gouvernement, les mesures répressives virulentes et en vérité, le retour d'un État fasciste pour lutter contre la montée en puissance des idées de gauche.

Ce contexte politique se double d'un contexte social spécifique. L'Italie des années 1960 est marquée par des grèves ouvrières renouvelées, particulièrement intenses et face auxquelles le parti communiste ne se trouve pas à la pointe des revendications. Celui-ci, même s'il est une force d'opposition, a épousé une certaine conception de la reconstruction du pays après la seconde guerre mondiale qui se base sur le développement de la technologie industrielle et de la planification étatique. Conjuguées, ces deux formes doivent permettre de meilleures conditions de travail aux ouvriers. Une telle conception gomme cependant les antagonismes Capital/Travail qui sont théoriquement au cœur de l'idéologie marxiste. Pour certains ouvriers de l'automobile notamment où le rapport de force avec le patronat est particulièrement conflictuel, le manque de combativité du parti est perçu comme une trahison. C'est sur cette base ouvrière radicale que les mouvements d'extrême gauche vont tenter de se reposer en souhaitant prouver qu'il est possible de reprendre le combat révolutionnaire abandonné par le PCI. En ce qui concerne les mouvements clandestins, il s'agit de mobiliser l'antifascisme, le souvenir de la résistance et les attentats, afin de prouver qu'une confrontation est possible et même nécessaire. C'est dans ce contexte que vont naître les organisations dites terroristes, à commencer par la plus célèbre d'entre elles, les Brigades Rouge. Celles-ci ont pour objectif d'amener, à travers la spirale violence/répression, à une prise de conscience du prolétariat dont elles se voudraient l'avant-garde. Mais d'autres organisations

d'extrême gauche existent et développent une activité tant légale que clandestine, c'est notamment le cas des organisations de l'opéraisme italien, tels que Lotta Continua ou Potere Operaio.

[DIA]

Les plus âgés d'entre vous se rappellent peut-être l'image terrifiante du corps sans vie du chef de la Démocratie Chrétienne, Aldo Moro, retrouvé dans une voiture à Rome, entre le siège du parti communiste et celui de la Démocratie Chrétienne. Enlevé trois mois auparavant alors qu'il se rendait au parlement afin d'appuyer le vote sur l'engagement en faveur du compromis historique, l'assassinat de cette figure politique italienne crée un véritable tremblement de terre dans toute l'Europe, après 3 mois de spéculation et de refus de tous les partis de négocier avec les Brigades Rouges.

Quand on pense aux années de plomb italienne, cette image est omniprésente. Les Brigades se sont d'ailleurs distinguées par ce type d'action politique elles qui ont enlevé et assassiné plusieurs figures de ce qu'elles considéraient être des ennemis de classe : chefs d'entreprises, magistrat, journaliste ou industriels. Mais il est clair que l'action d'Aldo Moro est de loin la plus spectaculaire et va marquer une intensification de la politique de répression de l'État, au main du Général Della Chiesa. Profitant du système de la loi sur les repentis, celui-ci va traquer systématiquement les militants d'extrême gauche ayant choisi l'action violente. Elle permet aux militants qui dénoncent leurs camarades d'avoir des réductions substantielles de peine. La loi crée une véritable psychose et les Brigades Rouges, qui, au début des années 1970, avaient clairement trouvé auprès d'une frange de la population un certain soutien, s'enfoncent dans la clandestinité la plus fermée et se coupent de la population. L'organisation en fait clairement les frais et si elle parvient encore, en décembre 1981, à effectuer un ultime coup en enlevant Mr. Dozier, général américain affecté à l'OTAN (libéré après 5 semaines), le mouvement se désagrège lentement, traqué qu'il est par les forces de l'ordre.

[DIA]

Les Brigades Rouges sont responsables de plusieurs dizaines de morts et sont clairement l'organisation terroriste italienne la plus connue des années de plomb. Pourtant, cette vision doit être quelque peu nuancée par les chiffres. Nous l'avons dit, extrême gauche et extrême droite se font la guerre durant cette décennie mouvementée. Mais dans l'usage de la violence, l'extrême droite est clairement plus meurtrière et destructrice que l'extrême gauche. Ainsi, entre 1969 et 1980, soit la période la plus intense de violence politique, l'extrême gauche, tous groupes militants et toutes actions confondues, de la violence contre les biens à l'assassinat, est responsable de 1136 action contre 2898 pour l'extrême droite. Soit en pourcentage, 26.5% pour l'extrême gauche et 67.55 % pour l'extrême droite.

[DIA]

Ensuite, il faut noter une véritable différence dans l'usage de cette violence. Ainsi, les groupes d'extrême gauche pratiquent une violence politique ciblée. Ils s'en prennent donc essentiellement à des figures du patronat, de l'industrie, de la magistrature ou du pouvoir politique. Les attentats de l'extrême droite sont tout à fait distincts. S'ils peuvent directement viser l'extrême gauche contre

laquelle ils sont en lutte, leurs attentats les plus spectaculaires et les plus meurtriers sont marqués par l'indétermination des cibles. Ce qui compte, c'est bien de terroriser la population afin de provoquer le réflexe autoritaire, voire totalitaire, de l'État. Le plus connu des attentats est sans doute celui de la gare de Bologne en 1980 (85 morts) mais il n'est pas un cas isolé : nous pouvons par exemple citer l'attentat de la Piazza Fontana à Milan en 1969 (16 morts) ou celui de l'Italicus Express en 1974 (12 morts). Entre 1969 et 1975, 83 % des faits dits de violence politique sont imputables aux groupes d'inspiration néofasciste, ainsi que 63 des 92 victimes de l'époque.

Plus troublant encore, et cela nous ramène à la question initiale de cette conférence, à savoir, finalement, qu'est-ce réellement que le terrorisme, l'État italien va jouer un rôle dans la pratique de la violence politique. Il ne faut donc pas imaginer un pays où attentats d'extrême gauche et d'extrême droite se livreraient à une guerre entre eux et contre un État « neutre », qui y opposerait sa justice démocratique. Bien que de nombreuses zones d'ombre persistent encore, des liens entre l'extrême droite, les services de sécurité de l'État italien et des responsables politiques importants existent, à l'image de la loge maçonnique P2 et de son chef, accusé de servir de point de relai entre certains hauts responsables et les terroristes d'extrême droite afin de réaliser des attentats sanglants, d'en accuser l'extrême gauche afin de mieux pouvoir la combattre. Ces attentats meurtriers sont d'ailleurs connus sous le nom de « massacres d'État ». Ainsi, malgré la commission d'enquête parlementaire dont les travaux ont couru entre 1988 et 2001, ces questions n'ont jamais été résolues et les responsables exacts de ces violences demeurent inconnus. L'historien Marc Lazar note que ces massacres d'État auraient été responsables de la mort de 150 personnes.

Une grosse différence dans les objectifs du terrorisme d'extrême gauche et d'extrême droite se fait jour et les méthodes de la seconde rappelle davantage celles du terrorisme islamiste que l'on connaît aujourd'hui, où l'indifférenciation des attaques crée un sentiment de panique et de terreur au sein de la population. C'est ce sentiment que veut précisément mobiliser l'extrême droite, là où les attentats de l'extrême gauche visent à frapper des figures de la bourgeoisie dans une perspective de lutte des classes et ainsi démontrer la possibilité et la nécessité de l'action violente.

Ce sont donc aussi en partie les contextes nationaux qui caractérisent l'usage de la violence. Ainsi, les années de plomb italiennes sont liées à la faiblesse structurelle de l'État après la seconde guerre mondiale où la page du fascisme est très difficile à tourner et où la Démocratie Chrétienne est dominante tout en étant critiquée. Attaques de l'extrême gauche et de l'extrême droite favorisent alors ce rapprochement des communistes et des démocrates chrétiens qui estiment qu'il convient de « sauver l'État » par l'entente des deux forces majeures. Or, ce mouvement a pour corollaire d'intensifier les dénonciations des deux extrêmes qui, chacun à leur manière, vont tenter de déstabiliser l'État afin de parvenir à leurs objectifs : le fascisme pour les uns, la révolution pour les autres. Si on part de ce constat, il faut se questionner sur l'influence des réalités nationales dans l'usage de la violence. Je propose pour cela de passer désormais à l'analyse du cas allemand.

## **Allemagne**

### **[DIA]**

Le contexte allemand est tout à fait différent. Comme vous le savez, l'Allemagne de l'après seconde guerre mondiale est séparée en deux États. L'Allemagne de l'est sous l'influence soviétique d'une



part appelée République Démocratique d'Allemagne, RDA, et à l'ouest dans l'ancienne zone d'occupation états-unienne, la République Fédérale d'Allemagne (RFA). C'est ici l'ouest qui va nous intéresser. De ce côté, la présence soviétique toute proche sert de repoussoir, alors même que le pays se construit comme zone d'influence américaine et limite à l'expansion soviétique. Le parti communiste va d'ailleurs y être interdit dès 1956. Pendant plus de 10 ans, il est clandestin avant d'être finalement toléré en 1968, période à laquelle il se reconstitue de manière groupusculaire. En Allemagne de l'ouest, pas de force communiste qui compte mais justement l'image de l'Est brandie comme une menace. Un autre élément fondamental de la période se caractérise par le passé nazi de l'Allemagne. L'épuration n'a pas été systématique et de nombreux anciens nazis vont garder des postes importants dans l'industrie, la politique ou la magistrature allemande. Un des exemples les plus connus est sans doute celui de Kurt Georg Kiesinger, chancelier entre 1966 et 1969, ancien membre actif du parti nazi auquel il adhérait dès 1933, actif au sein du ministère des affaires étrangères de Ribbentrop comme directeur adjoint de la propagande radiophonique à destination de l'étranger.

Le passé du génocide juif reste d'ailleurs longtemps tabou en Allemagne. De ce point de vue, les années 1960 font bouger les lignes et notamment, en 1961, le fameux procès Eichmann, où l'homme, filmé dans une cage de verre, personnifie la culpabilité allemande. Dans ce contexte de bouillonnement militant et de massification de l'enseignement qui caractérise la période, les étudiants vont dénoncer vigoureusement ce qu'ils considèrent être un tabou, pour ne pas dire un déni de l'Allemagne. Le mai 68 allemand est ainsi caractérisé par une dénonciation virulente des institutions d'enseignement, accusées de masquer la réalité du nazisme. Un des slogans de mai 68 en Allemagne le résumait bien ; « sous les toges, l'odeur de moisi de 1000 ans », en référence au fameux Reich rêvé d'Hitler.

[DIA]

Car le mouvement social et étudiant est bien présent en Allemagne, avec la figure de Rudi Dutschke du SDS, le syndicat étudiant socialiste allemand. Le mouvement se mobilise notamment puissamment contre la loi sur l'État d'urgence en Allemagne. Votée en 1968, celle-ci introduit dans la loi fondamentale la mise en place d'un état d'urgence en cas de catastrophe naturelle ou de tensions et troubles, permettant alors à l'État de suspendre les libertés fondamentales. Le mouvement étudiant, un des éléments centraux de l'opposition extra parlementaire, dénonce alors un État jugé autoritaire. Dans ce contexte, un évènement va mettre littéralement le feu aux poudres : le 2 juin 1967, le mouvement étudiant proteste contre la venue et l'accueil par les autorités allemandes du Shah d'Iran et de son épouse. La répression de la manifestation étudiante par la police est d'une violence inouïe. Outre les matraquages, Beno Oenesorg, étudiant de 26 ans, est tué d'une balle dans la tête par un policier. La stupeur est énorme en Allemagne et Beno Oenseorg devient un symbole de la violence d'État. Pour la partie la plus radicale du mouvement étudiant, c'est le signal nécessaire à une intensification de la lutte contre un État qui n'a pas tourné la page du nazisme et qu'il faut attaquer frontalement. D'autant plus que l'année suivante, le leader du SDS, Rudi Dutschke, est pris dans un attentat : un homme apparemment lié à l'extrême droite ouvre le feu sur lui. Il en ressort gravement blessé et la tension est plus que palpable.

[DIA]

Néanmoins, c'est d'abord contre les temples de la consommation de masse que les premiers membres de ce qu'on va appeler la bande à Baader, du nom de son fondateur Andreas Baader, vont s'attaquer, nourris qu'ils sont alors de la pensée de 68 et de sa critique de la surconsommation et de l'abrutissement qu'elle générerait. Ils incendient deux grands magasins en avril 1968 à Francfort, sans faire de victime. Les militants sont arrêtés par la police. Dans l'attente du procès et en liberté provisoire après 14 mois en prison, les militants choisissent la clandestinité après avoir libéré Andreas Baader qui s'était retrouvé incarcéré après un contrôle routier. Cet acte, posé le 14 mai 1970, est souvent vu comme l'acte de naissance du groupe Baader-Meinhof du nom de la journaliste Ulrike Meinhof. C'est la naissance de la Rote Armee Fraktion, la Fraction Armée Rouge.

Le groupe se place directement dans une perspective internationaliste et prend des contacts avec les militants palestiniens du Fatah ou du FPLP. En échange de soutien logistique, les militants reçoivent alors une formation militaire en Jordanie. Ils sont désormais dans la pleine clandestinité et réalisent braquages et vols de voitures avant de s'attaquer à des installations militaires américaines. La génération est en effet violemment marquée par la guerre du Vietnam et dénonce avec vigueur l'impérialisme américain. Le combat de la RAF est donc particulier, tourné d'abord contre l'État allemand, il est aussi particulièrement internationaliste, le groupe ayant des liens serrés avec le FPLP ou avec l'Armée Rouge japonaise et étant marqué profondément par un anti-américanisme virulent.

La RAF, comme les Brigades Rouges, pratique les enlèvements et les assassinats politiques. Dans la première génération, on peut citer des fusillades et bombes contre des policiers et plusieurs bombes placées au QG de militaires américains. Mais en 1971, cette première génération est déjà arrêtée, l'État allemand se fait extrêmement brutal dans sa répression et les conditions de détentions des militants sont extrêmement dures. Ainsi le chercheur Gilles Ferragu note que ces conditions « relèvent de la torture psychologique (par isolement et privation sensorielle) ». Visant très largement les milieux de gauche, l'État mobilise de très puissants dispositifs policiers afin d'arrêter un maximum de militants et de décourager les passages à la clandestinité. Par ailleurs, plusieurs interventions policières sont violentes et donnent lieu à des fusillades dans lesquelles des militants ou des policiers trouvent la mort.

[DIA]

En 1974, un des militants, Holger Meins, décède d'une grève de la faim en prison, effectuée contre ses conditions de détention insoutenables. En 1975, un député du parti chrétien démocrate, Peter Lorenz, est alors arrêté par la seconde génération de militants RAF qui réclament la libération des otages. L'État allemand cède et en libère six. Mais il accentue sa répression : en mai 1975, Ulrike Meinhof, membre historique du groupe, est retrouvée morte dans sa cellule. L'État allemand parle de suicide. À ce jour encore, des doutes demeurent sur la mort d'Ulrike Meinhof, les membres de la RAF accusant l'État allemand. Se succèdent alors assassinats politiques d'une part et coup de filets et procès d'autre part : en 1977, le procureur général de Karlsruhe est assassiné. Juste après, suite à 5 ans de procès, plusieurs militants de la RAF écoperont de la perpétuité et du transfert dans une prison de très haute sécurité. En représailles, le groupe assassine le président de la Dresdner

Bank et enlève en septembre 1977 le président de l'association des industriels allemands, Hans Martin Schleyer après avoir tué ses 3 gardes du corps. Celui-ci représente, pour les militants d'extrême gauche, l'incarnation de la figure de l'ennemi. Outre le fait qu'il peut être considéré comme « le patron des patrons » allemand, celui-ci est également un ancien nazi.

[DIA]

La police est alors en état d'alerte, tant et si bien qu'elle arrête l'avocat des membres emprisonnés, Klaus Croissant. L'attitude de l'État allemand devient alors de plus en plus un problème politique international et un mouvement se met en branle afin de soutenir Klaus Kroissant et, plus largement, les prisonniers politiques allemands dont les conditions de détention sont dénoncées. L'État allemand est par ailleurs accusé de bafouer les droits démocratiques essentiels et de ne pas leur assurer une défense équitable. Une série d'intellectuels prennent fait et cause en faveur de Klaus Croissant : c'est le cas de Jean-Paul Sartre, de Michel Foucault, de Giles Deleuze ou encore de Félix Guattari. Des manifestations ont lieu en France mais aussi en Belgique.

A la mi-octobre 1977, les pourparlers sont en cours pour libérer Schleyer, mais la Rote Armee Kraktion, aidée par ses camarades du FPLP, va porter un grand coup. Ils détournent un avion de la Lufthansa et prennent en otage ses passagers. L'avion se pose en Somalie, à Mogadiscio. Les terroristes exigent la libération de membres de la RAF ainsi que celle de terroristes palestiniens. Le gouvernement allemand prétend qu'il accepte de libérer les otages mais donne en vérité l'assaut avec sa police, aidée des forces spéciales britanniques. 3 des 4 membres du Commando sont tués dans l'intervention mais aucun otage ne perd la vie. Cinq jours après l'attentat, trois dirigeants historiques de la première génération de la RAF, dont Andreas Baader et Gudrun Ensslin, sont retrouvés morts dans leur cellule. La police prétend à nouveau à un suicide. Et, à nouveau, les militants crient à l'assassinat politique, d'autant plus que le suicide simultané dans une prison de très haute sécurité paraît peu probable. Les chercheurs Gérard Chaliand et Arnaud Blin écrivent à ce sujet : « de toute évidence, pour faire cesser le chantage, l'État a préféré mettre un terme à son objet ». Quelques mois plus tard, une autre militante, Ingrid Schubert, décède également en prison dans des circonstances troubles.

La vengeance des militants est immédiate. Le corps sans vie de Hans Martin Schleyer est retrouvé le lendemain de l'annonce de la mort de Baader et Esnsslin à Mulhouse, en France.

[DIA]

L'organisation envoie au journal Libération un communiqué annonçant son action :

« Après 43 jours, nous avons mis fin à l'existence misérable et corrompue de Hanns-Martin Schleyer. Schmidt [le chancelier allemand], qui dans son calcul a depuis le début spéculé avec la mort de Schleyer, peut en prendre livraison rue Charles-Péguy à Mulhouse. Sa mort est sans commune mesure avec notre douleur après le massacre de Mogadiscio. Nous ne sommes pas étonnés par la dramaturgie fasciste des impérialistes pour détruire les mouvements de libération. Le combat ne fait que commencer ».

[DIA]

La spirale violences et répression est alors à son comble. Mais cette seconde génération de la RAF multiplie les meurtres violents sans trouver l'écho des premières actions. Elle fait face à un État allemand désormais mieux préparé, notamment pour traquer les actions internationales. Les arrestations et les coups de filet se multiplient alors que l'organisation, au début des années 1980, réoriente sa violence contre l'impérialisme américain et l'OTAN. Néanmoins, le mouvement s'étiole et les coups de filet policiers ont presque fini de l'achever lorsque l'Union soviétique s'effondre. Quelques attentats auront encore lieu, mais le monde a changé et les derniers militants esseulés font face à une opinion publique très hostile et à un renouveau politique en Allemagne. En 1998, le groupe finit par se dissoudre, près de 30 ans après ses premières actions.

La situation allemande a donc cette particularité par rapport à l'Italie qu'il ne s'agit pas tant d'une guerre civile larvée entre extrême gauche et extrême droite face à un État qu'elles détestent que d'un mouvement né d'une réaction à la brutalité de l'État fédéral allemand qui en fait l'ennemi frontal, le tout dans une conception de refus de l'inféodation de l'Allemagne aux États-Unis sur fond de guerre du Vietnam. Surtout, plus que le terrorisme italien, le terrorisme allemand se caractérise par les très nombreuses actions et mobilisations en faveur des prisonniers politiques dont les conditions sont dénoncées et qui posent la question tranchante de la capacité des États démocratiques à le rester lorsqu'ils font face au terrorisme. Ces éléments sont encore quelque peu différents du terrorisme qui va frapper la France et la Belgique. Je vous propose d'aborder désormais ces deux exemples.

[DIA]

## **France**

Le cas français, contrairement à son voisin italien, n'a jamais connu ni une violence politique aussi intense et aussi longue et encore moins un appui aussi net dans une certaine partie de l'opinion publique. Si la France partage avec l'Italie la présence d'un parti communiste très puissant, elle s'en distingue par son passé : contrairement à l'Italie et à l'Allemagne, le pays n'a pas connu le pouvoir fasciste et ne connaît pas la même ambivalence par rapport à son passé. Un mythe s'est d'ailleurs construit en France, celui de la résistance. Tous les Français, d'ailleurs, ont été résistants, c'est le Général de Gaule lui-même qui l'a dit et cette vision mythique sert de socle à la reconstruction. Les groupes d'extrême droite y sont d'ailleurs moins forts qu'en Italie où les organisations néofascistes n'ont jamais été dissoutes. Il y a bien les attentats de l'Organisation Armée Secrète qui vise à organiser la terreur afin d'empêcher l'indépendance de l'Algérie mais le groupe est rapidement combattu et n'a plus d'existence après 1962.

En France comme ailleurs en Europe, la décennie est marquée par les mouvements de masse de protestation contre la guerre du Vietnam et l'attrait de plus en plus marqué, au sein de la jeunesse, pour les luttes tiers-mondistes. Le refus de la société de consommation éclate en Mai 68, véritable coup de tonnerre dans l'hexagone : si on retient souvent la révolte étudiante, environ 10 millions de travailleurs sont en grève et occupent leurs usines durant les mois de mai et juin. Mai 68 semble annoncer la révolution toute proche et en France, les groupes d'extrême gauche qui refusent la politique du Parti communiste qu'ils jugent réformiste, fleurissent. Concernant l'action violente, la

Gauche prolétarienne, groupe d'obédience maoïste, mène des actions coups de poing contre l'extrême droite ou les milices privées dans les usines, mais il ne s'agit pas encore de terrorisme.

[DIA]

En 1972, le climat se tend quand Pierre Overney, militant de la GP, est assassiné par un vigile de Renault aux portes de l'usine. La réponse de la Nouvelle Résistance Prolétarienne, la branche clandestine du groupe, se fait à travers l'enlèvement du responsable des relations sociales à l'usine Renault. Cependant, celui-ci est relâché dans la journée. Un an plus tard, la Gauche prolétarienne s'auto dissout, le groupe refusant notamment de glisser dans le terrorisme. Mais plusieurs militants plus radicaux entendent poursuivre le combat par l'usage de la violence. Ils fondent les NAPAP, les Noyaux armés pour l'Autonomie Populaire. Et le 23 mai 1977, ils assassinent Jean-Antoine Traoni, le vigile qui avait tué Pierre Overney. Le groupe se place donc dans la droite ligne du combat maoïste dont il endosse la mémoire. À partir de cet événement le groupe amène à lui plusieurs militants d'autres groupes révolutionnaires, c'est la naissance d'Action Directe, en 1979.

[DIA]

Le groupe va s'illustrer par un terrorisme publicitaire qui, dans un premier temps, n'est pas destiné à faire des victimes humaines : il s'agit d'actions symboliques contre les bâtiments de l'État, des commissariats ou les sièges du patronat. Deux figures du groupe sont arrêtées en 1980, Ménignon et Rouillan. L'année suivante, Mitterrand arrive au pouvoir et change la donne politique en France. Il espère promouvoir une politique de réconciliation avec l'extrême gauche et fonde ce qu'on a appelé la doctrine Mitterrand : il propose à ceux qui renoncent à la violence de « réintégrer la communauté nationale » par des mesures d'amnistie. Cette politique va d'ailleurs s'intensifier quand en 1985, il prend verbalement position en expliquant qu'il refusera d'extrader les terroristes italiens qui auraient trouvé refuge en France, pour autant qu'ils renoncent à la violence et qu'ils ne soient pas responsables de crimes de sang. A partir de 1981, si certains militants des NAPAP et d'Action Directe en profitent pour se ranger, une fraction opte pour une clandestinité assumée et une action plus radicale.

[DIA]

Le coup le plus marquant est l'assassinat, en 1980, de Gabriel Chahine indicateur qui avait permis l'arrestation de Rouillan et Ménignon. A partir de là les attentats s'intensifient : braquages, violences contre des bâtiments symboliques et assassinat qui vont faire, en tout, 14 victimes dont plus de la moitié sont cependant accidentelles. En janvier 1985, le général Audran, qui supervise la vente d'armes en Irak, est assassiné avant qu'Action Directe ne réalise son coup le plus célèbre, l'enlèvement du patron de la régie Renault, Georges Besse. Celui-ci est assassiné en 1986 par le commando « Pierre Overney », plaçant le meurtre du patron dans la droite ligne du combat maoïste des années 1970. Mais entretemps la police traque les terroristes et avec l'arrestation de Régis Schleicher en 1984, les policiers parviennent à remonter toute la filière : le reste du groupe est arrêté en 1987.

Contrairement au cas italien ou allemand, Action directe n'a pas eu de grande notoriété et reste un groupuscule ayant un nombre de sympathisants réduit. Ses politiques de communications sont

limitées et elle dispose de peu, voire d'aucun relais auprès de l'opinion publique, tant ses positions sont dénoncées, contrairement au cas italien ou allemand pour lesquels plusieurs intellectuels avaient pris fait et cause. Néanmoins, le groupe avait tissé des liens avec les autres organisations, qu'il s'agisse de la Fraction Armée Rouge, des Forces Armées Révolutionnaires libanaises ou des Cellules Communistes Combattantes belges. La revue *Subversion* fondée en 1982 par Frédéric Oriach d'Action Directe et par Pierre Carette, figure des Cellules Communistes Combattantes, en témoigne. Passons désormais à ce dernier cas qu'est la Belgique.

[DIA]

## **Belgique**

La Belgique se trouve épargnée par le terrorisme d'extrême gauche pendant très longtemps. Ici, pas de passé fasciste, pas non plus de parti communiste puissant. Au contraire, une démocratie consociative et de coalition, où le parti qui représente la classe ouvrière est le parti socialiste qui participe régulièrement aux coalitions gouvernementales. Quant au parti communiste, marginal, il a opté pour une politique de rapprochement avec les socialistes et joue essentiellement un rôle syndical dans les usines où il est implanté. Si mai 68 a vu fleurir bon nombre d'organisations gauchistes en Belgique, aucune d'entre elle ne va passer à l'action terroriste : la formation maoïste principale, AMADA-TPO, l'ancêtre du PTB, n'a jamais mis en avant l'action terroriste. Si à ces débuts il prône la violence, celle-ci ne peut pas être celle de la terreur mais bien une violence de masse de la classe ouvrière, encadrée par l'avant-garde communiste, dans la droite ligne des théories léninistes. Par ailleurs, le groupe remise de plus en plus au placard dans la seconde moitié des années 1970 les discours violents et, lorsqu'est fondé le PTB en 1979, le parti met davantage l'accent sur la dénonciation de la crise économique, même si la révolution demeure évidemment l'objectif.

La naissance des CCC n'est donc pas liée aux mouvements gauchistes de 68, même si Pierre Carette a été un militant « légal » durant les années 1970. Elle prend forme dans le climat de la fin des années 1970 et des années 1980, celui de la crise économique, de la montée du chômage, de la précarisation des travailleurs et des fermetures dans la sidérurgie. Un climat d'angoisse naît et de nombreux jeunes ne trouvent pas de repères dans cette société néo-libérale naissante, où les contrôles, qu'ils soient policiers ou effectué par les bureaux de l'ONEM, visent à encadrer la jeunesse. Un certain anarchisme se développe et une colère évidente se manifeste dans la rue, avec l'agitation de groupuscules lors des manifestations de masse, notamment contre le chômage ou contre les missiles que les Etats Unis entendent installer en Europe, dans une période de tension avec la Russie. Si cette situation n'explique pas à elle seule le passage à la violence, il s'agit bien de la toile de fond contextuelle dans laquelle le groupe agit. Les membres des CCC avaient d'ailleurs pour la plupart, avant les actions, vécus dans une marginalité qui témoignait de leur rejet des codes de la société.

C'est contre l'impérialisme et ce nouvel ordre capitaliste que les CCC vont se fonder, inspirés par leurs collègues français d'Action Directe. Mais le terrorisme des CCC, plus encore que celui de l'hexagone, est marqué par sa dimension publicitaire : les actions qui commencent en 1984 sont avant tout spectaculaires, tant et si bien qu'un journaliste catholique parlait même, à l'époque, de simples sabotages. Le groupe est par ailleurs très strict idéologiquement, se plaçant dans une

idéologie marxiste-léniniste-maoïste qui entend, par les actions violentes, prouver à la classe ouvrière qu'un autre mode d'action est possible. Il s'agit de mobiliser plus largement afin de prouver que la morosité politique n'est pas une fatalité et cette preuve doit se faire par les actions violentes.

[DIA]

Une vingtaine d'attentats sont effectués entre 1984 et 1985 : ils visent des banques, le siège d'entreprises américaines ou les sièges de partis politiques. L'un des plus impressionnant est sans doute l'explosion simultanée de plusieurs pipelines de l'OTAN. Les attentats des CCC ne faisant pas de victime dans un premier temps, ils jouissent d'une certaine complaisance dans une partie de l'opinion publique, qui les voit un peu comme des robins des Bois. Néanmoins, le climat de tension est palpable en Belgique où les tueries du Brabant, inexplicables, font quant à elles de nombreuses victimes. Les CCC ont alors à cœur de se démarquer de l'action des tueurs du Brabant, essayant d'expliquer longuement dans leurs tracts les raisons de leurs actions. L'État belge est quant à lui quelque peu dépassé. L'opération Mammouth mise sur pied par le ministre de l'Intérieur Gol, est un fiasco : alors que des dizaines de perquisitions ont lieu dans tous les pays et qu'elles touchent très largement les milieux de la gauche, elles ne font pas avancer l'enquête. Des associations écologistes et gauchistes qui dénoncent explicitement le terrorisme sont perquisitionnées et même deux députés. Pourtant, les gendarmes piétinent.

[DIA]

Du côté des attentats, le 1<sup>er</sup> mai 85 marque un tournant : ce jour-là, les CCC font sauter le siège de la Fédération des Entreprises de Belgique. Malgré les annonces habituelles à la gendarmerie et les tracts éparpillés autour de la voiture piégée pour annoncer l'action, des pompiers sont envoyés sur les lieux suite à une mauvaise communication de la gendarmerie. La voiture piégée saute alors qu'ils interviennent. L'attentat fait deux morts le jour de la fête du travail. Le choc est puissant dans le pays et l'opinion publique se détourne alors très largement de ceux qui sont perçus comme un danger. Quant à la traque policière, elle s'intensifie, la police ayant manifestement réussi à infiltrer le réseau des proches des Cellules. Les noms de plusieurs militants sont connus par la police mais la clandestinité et leurs nombreuses planques rendent difficiles les recherches. Néanmoins, en décembre 1985, la police, après une filature, parvient à arrêter 4 membres du groupe. C'est la fin de l'organisation même si les années qui suivent sont marquées par un mouvement de soutien contre leurs conditions de détention, à l'image des actions menées en Allemagne.

[DIA]

### **Conclusion : que penser du terrorisme ?**

Je propose désormais de conclure, non pas en reprenant les éléments qui viennent d'être exposés, mais en soulignant quelques ambiguïtés de la notion de terrorisme et en donnant peut-être la parole à ceux qui ne l'ont que peu. Je pense qu'on peut noter plusieurs éléments qui ressortent de l'exposé :

Le premier, c'est le traitement spécifique et différencié du terrorisme. L'Italie des années de plomb est, nous l'avons vu, marquée par un profond terrorisme d'extrême droite. Pourtant, il apparaît, dans les études générales, comme un phénomène contingent (on parle alors d'actes sanglants) ou comme un phénomène qui révèle les dysfonctionnements de l'État (on va alors parler de massacres d'État). Mais l'envisager comme mouvement terroriste est une démarche rare, contrairement aux analyses de l'extrême gauche. Pourquoi ? Parce que cette dernière concerne des organisations structurées autour d'une idéologie précise et revendiquée, avec une littérature de justification et d'explication détaillée. Tout se fait comme si la dimension idéologique du terrorisme en justifiait en partie le nom. D'ailleurs, c'est peut-être parce que l'État lui-même, et dans le cas italien l'attentat de la place Fontana à Milan est un exemple, accuse des organisations innocentes, que le concept de terrorisme est difficilement endossé par les chercheurs par la suite lorsqu'il s'agit de nommer l'extrême droite. Aujourd'hui encore, les discours du pouvoir en place mais également celui des médias, se montre ambigu sur la question. Un attentat islamiste est généralement immédiatement dénoncé comme « terroriste », alors que celui D'Anders Breivic, militant d'extrême droite qui a tué 77 personnes en Norvège, est bien davantage qualifié « de tuerie » ou de « meurtre de masse ». Cette relativité du concept est présente dans les années 1970 et l'extrême gauche offre, par sa précision idéologique, une fenêtre pour l'application du terme afin de discréditer et de combattre les groupes et leurs idées. Le terroriste terrorise. Quand il s'agit de gagner l'opinion publique, le terme est nécessaire. Car l'enjeu de pouvoir consiste bien à nommer l'autre pour le disqualifier et justifier ses propres choix.

Au-delà de la dimension discursive, qui demanderait à elle seule une analyse, les exemples que nous avons vus révèlent l'ambiguïté du rôle de l'État démocratique. Prêt à se compromettre dans le cas italien, il a fait subir aux militants allemands des conditions de détention atroces et les a même peut-être assassinés en prison. Par ailleurs, les pratiques policières en cette période posent de véritables questions bien au-delà des seuls militants terroristes. Par les perquisitions généralisées ou les mesures d'exception, l'État limite les droits de l'ensemble de ses citoyens et cible des catégories très larges de gens dont l'opposition est tout à fait légale. Par la pratique de la violence politique, les militants éclairent donc le problème et les contradictions de l'État de droit qui, lorsqu'il est confronté à la violence, peine à conserver un véritable caractère démocratique. Par ailleurs, il entend bétonner l'information et refuse le droit à une position politique à ceux qui le contestent : en Italie des militants furent abattus sans procès, en Allemagne ils sont morts dans des circonstances troubles alors même que leur avocat était poursuivi, en Belgique ils ont été soumis à l'isolement et interdits de communiquer entre eux. Avec de telles mesures, l'État n'entend pas seulement endiguer le terrorisme, il entend interdire aux militants le droit à l'expression et donc le droit à construire leur propre vision du conflit. C'est ce que l'ancien militant de l'extrême gauche italienne Alessandro Stella souligne récemment dans un témoignage en revendiquant l'écriture d'une histoire qui évoque certes la violence de cette époque mais également les rêves et les espoirs qu'elle a suscités, les moments de libération et d'entraide qu'elle a nourri. Plusieurs autres témoignages paraissent dans cette perspective, tant et si bien que le lecteur se retrouve obligé de repenser à nouveau frais ce qu'il percevait comme étant « le terrorisme ».

Enfin, et je terminerais là-dessus, le refus de penser la violence politique autrement qu'en des termes de terreur, enjeu que les états démocratiques ont choisi dans les années 70, empêchent ceux-



ci d'envisager la dimension politique des actions. Les terroristes sont alors vus comme des criminels qu'il faut détruire, et une figure du mal absolue est construite, dans une logique d'opposition du bien incarné par l'État face au Mal incarné par le terrorisme. Cette dimension est bien illustrée dans un film de 2008 intitulé *La Bande à Baader*, film de fiction qui retrace les attentats de la première et deuxième génération de la RAF jusque l'assassinat de Hans Martin Schleyer. Le réalisateur met dans la bouche du chef de la police, alors félicité pour les arrestations de militants que « le terrorisme n'est pas une question policière, c'est une question politique ». Sans cela, prévient le fonctionnaire, les attentas continueront. Or cet aveuglement du pouvoir a pu être un facteur d'intensification et de radicalisation. Il doit nous questionner encore aujourd'hui, alors que les sociétés sont de plus en plus divisées et que de nouveaux conflits et clivages apparaissent, dans une période où la confiance envers les institutions démocratiques ne cesse de décroître. Si les attentats sanglants, les djihadistes l'ont d'ailleurs prouvé, n'ont jamais disparu en Europe, ces dysfonctionnements démocratiques posent une question épineuse, celle de la signification toujours recommencée de ce qui est nommé et par qui, par le mot terrorisme.

Je vous remercie pour votre attention.